

**Lettre ouverte
à Monsieur le Président Paul BIYA
et au Peuple Camerounais**

par Me YONDO BLACK

Il va de la vie d'un Etat comme il va de la vie d'un homme. Aussi faut-il savoir à un moment faire le point. J'ai envie de dire qu'il faut avoir le courage de faire son bilan.

Monsieur le Président,

Je suis un patriote qui observe en silence mais attentivement ce qui se passe au pays et qui a payé de sa liberté dans son rêve d'un Cameroun nouveau.



A votre accession au pouvoir, c'est-à-dire à la tête du gouvernement de notre pays, vos maîtres-mots ont été : **Rigueur** et **Moralisation**, un véritable jugement de condamnation, sans rémission et sans appel, du gouvernement et de l'homme qui était alors à sa tête, El Hadj Ahmadou Ahidjo, que vous, technocrate chevronné, avez pourtant servi sans réserve des années durant. Ce

disant, à nos yeux, le Cameroun sortait bien d'un système autoritaire, sans foi ni loi, laxiste, loin de toute vertu. Et tous ceux qui en avaient assez de ce régime, et Dieu seul sait qu'ils étaient nombreux, ne pouvaient qu'applaudir des deux mains. C'est pourquoi vous avez connu cet état de grâce, si mémorable ! Aujourd'hui, tous disent que bien mal leur en a pris, et que de regrets ! Vous avez en effet réalisé l'exploit de faire regretter le Président Ahidjo. Qui l'eut prédit ? Qui l'eut cru ? C'est une véritable offense à celui qui vous avait fait roi. C'est somme toute de l'ingratitude !

Et pourtant, c'est sous votre gouvernance que 'le Cameroun se fera attribuer à la pelle de bien tristes records : **pays le plus corrompu au monde, pays pauvre très endetté, Etat voyou...** Faut-il en rire ou en pleurer ?

Vous avez inauguré un mode de gouvernance essentiellement marqué par des absences répétées du pays, à telle enseigne que votre présence sur le sol camerounais est considérée par vos compatriotes, qui n'ont pas perdu le sens de l'humour, « **comme court séjour privé au pays** ». A un moment vous avez même disparu des écrans-radars, ce qui a donné libre cours à toutes sortes de rumeurs et de commentaires, au point que certains en étaient arrivés à dire que vous auriez fui le pays et abandonné le Pouvoir. Déserteur, dirait-on sous d'autres cieux. Vous preniez tout simplement du bon temps à Baden-Baden, riche station thermale au sud de l'Allemagne où selon des langues serpentes vous disposeriez d'imposantes propriétés, dont une clinique. De retour de cette villégiature, je vous entends encore déclarer : **comment peut-on fuir un pays en si bonne santé économique, un pays où les salaires des fonctionnaires sont régulièrement payés,**

un pays où il n'y a nulle part de poches de contestation...

Des poches de contestation ? Aujourd'hui, elles sont légions.

Monsieur le Président,

Cela va bientôt faire deux ans que le Cameroun voit ses enfants s'entretuer :

- Les uns, parce que réclamant légitimement une juste répartition des fruits de la croissance
- Les autres parce que ne pouvant plus supporter les humiliations dont ils sont victimes, relégués des décennies durant à la portion congrue, et ne trouvant refuge et exutoire que dans une extrême et douloureuse sécession.

Aux uns et aux autres le pouvoir répond par une fin de non-recevoir dans sa sempiternelle superbe, avec en prime une ferme volonté de les repousser tous dans leurs derniers retranchements en leur opposant les forces armées qui, traditionnellement, constituent la puissance militaire du pays chargée de la défense de la population, du territoire et des intérêts nationaux. Les voilà devenues la terreur du peuple, et désormais utilisées pour réduire au silence ceux des Camerounais qui osent exprimer leurs opinions dans un sens différent du vôtre... **et personnellement, j'en sais quelque chose :**

En 1990, pour avoir réuni autour de moi un certain nombre de concitoyens dans le but de réfléchir sur les raisons de l'incapacité de notre pays à décoller, malgré son inestimable potentiel, vous avez instruit vos services de nous embastiller. Notre crime ? Avoir osé

appeler le peuple à exiger de vous - "*pacifiquement*"- le respect de la Constitution qui plaçait le pays sur le plan politique sous le règne du multipartisme au contraire de cette pratique anticonstitutionnelle décriée qui imposait au pays le parti unique, véritable voie de fait donc qui mettait sous le boisseau cette disposition de notre loi fondamentale aux termes de laquelle, "***les partis concouraient à l'expression du suffrage***".

Vous seul, Monsieur le Président, pouviez alors apprécier qui serait subversif, celui qui demande le respect de la constitution ou celui qui s'oppose à son application.

Depuis lors, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts... des partis politiques ont fusé et furent de toutes parts pour alimenter votre discours, vous qui souhaitez que l'histoire retienne de vous que « **vous êtes l'homme qui a apporté au pays la démocratie** », oubliant que multipartisme sans culture démocratique n'est qu'un leurre, que dis-je, un véritable miroir aux alouettes.

Et sans vouloir vous faire outrage de vous donner une définition de la démocratie qui, entre autres, est un régime dans lequel le pouvoir est détenu et contrôlé par le peuple (*principe de souveraineté*), sans qu'il y ait lieu de distinctions fondées sur la naissance, la richesse, la compétence (*principe d'égalité*), je me permets tout de même d'ajouter qu'en règle générale, les démocraties sont indirectes ou représentatives. Elles se reconnaissent dans le strict respect de principes fondamentaux tels que, la liberté des individus, l'existence d'un contrat social encore appelé " « ***Constitution*** » et d'une juridiction associée (le ***Conseil***

constitutionnel), la règle de la majorité, la séparation des pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire), la consultation régulière du peuple (élection, référendum **avec un calendrier connu d'avance, immuable et qui s'impose à tous**), la pluralité des partis politiques, l'indépendance de la justice, la liberté de la presse, et que sais-je encore !

C'est dire qu'il s'agit d'une quête et d'un combat permanents car la démocratie ne se donne pas, elle est le fruit d'une conquête au quotidien. C'est donc de votre part, trop de prétention, et un total manque d'humilité que de dire que vous souhaitez que l'histoire retienne de vous que « **vous êtes l'homme qui a apporté au pays la démocratie** » ; on serait même tenté de dire « *pure vantardise* » lorsqu'on convoque votre passé d'étudiant qui ne renvoie à aucun combat que vous auriez mené pour l'émancipation des peuples africains, au moment où d'autres s'illustraient par des sacrifices et des prises de position sans équivoque sur les grandes questions de l'heure. **Où étiez-vous à ce moment-là ?**

La démocratie est donc ce système particulier opposable à d'autres tels que :

La **monarchie absolue** (pouvoir aux mains d'un seul homme) : et vous conviendrez avec moi que la marque que vous avez imprimée depuis votre accession à la tête de l'Etat s'apparente fortement à s'y méprendre à ce type de régime ; l'**aristocratie** (pouvoir aux mains des meilleurs ; l'**oligarchie** (pouvoir aux mains d'un petit nombre de personnes ou de familles), l'**empire**, la **dictature** et autres régimes totalitaires.

En réponse à une des rares interviews qu'on vous connaît, celle donnée au très regretté Yves MOUROUSI sur les antennes de RMC, vous ajoutiez que l'histoire devrait retenir de vous que " **vous êtes l'homme qui aura apporté la prospérité au pays** ". Ainsi, dans vos pirouettes habituelles, Vous vous souveniez alors en le disant que la démocratie est aussi économique et ou sociale, "**économique et ou sociale**", lorsque les droits sociaux, à savoir, droit au logement, droit au travail, droit à l'éducation, droit aux soins de santé etc, etc... sont garantis. Les faits et la réalité nous indiquent que **nous en sommes bien loin.**

En 35 ans de Magistrature Suprême, Vous vous êtes illustré comme le Président des promesses non tenues, le roi du bluff, l'homme de la destruction du patrimoine national (liquidation des sociétés d'Etat entre autres), l'homme de la destruction massive de l'élite politico-administrative sous le fallacieux prétexte de lutte contre la corruption et des détournements de la fortune publique, le promoteur de l'impunité et de l'incompétence, le plus grand diviseur commun des enfants de ce pays, mettant ainsi à mal l'unité nationale au risque de compromettre la paix.

Les vents d'Est ont soufflé si fort que vous avez été contraint de baisser momentanément la garde et d'ouvrir le système. Dans votre posture dominée par la roublardise, et craignant la compétition, une compétition qui engendrerait cette alternance que vous redoutez tant et qui demeure votre pire cauchemar, vous avez usé de toutes sortes de subterfuges venant en appui de

vosre technique du pourrissement. C'est ainsi que nous avons eu droit à des simulacres d'élections dont les résultats étaient connus d'avance, preuve palpable, s'il en est, de votre ferme volonté de barrer la voie à l'instauration de la démocratie véritable au Cameroun. Et pour vous maintenir à la tête de l'Etat, vous ne lésinez pas sur les moyens : distribution de prébendes, corruption à ciel ouvert et à coups de millions de francs CFA, obérant au passage les finances publiques dans un pays où d'importants sacrifices sont imposés aux populations dans leur vie quotidienne.

Qui ne se souvient de ce que le candidat de l'Union Pour le Changement, le Chairman du SDF, Ni John FRU NDI a qualifié de " **victoire volée** " à l'occasion de l'élection de 1992 ? Nous avons tous en mémoire comment l'UPC de feu F. KODOCK, l'UNDP de BELLO BOUBA Maïgari, le MDR de DAKOLE Daïssala et l'UDC d'Adamou NDAM NJOYA qui se réclamaient pourtant tous de l'opposition, mais ayant des élus à l'Assemblée Nationale, n'ont rien fait d'autre que de se rallier au RDPC, renforçant ainsi votre pouvoir qu'ils étaient censés combattre, en contrepartie naturellement des millions de francs CFA qui ont circulé dans les sacs « *Mbandjock* », vous permettant par la même occasion d'allonger votre présence à la tête de l'Etat et d'alimenter votre pouvoir qui, comme toute entité démoniaque, se nourrit de l'achat des consciences, de la concussion, de la compromission des esprits, toutes choses qui concourent à l'émascation de la société. Et depuis le temps, les choses n'ont pas changé. Bien au contraire. ! Des sous-Préfets refusent aux partis politiques le droit

de manifestations, et ils vont jusqu'à la bastonnade des chefs et à la séquestration des militants.

En 2018, s'il faut dire les choses simplement comme elles sont, on dira : **Monsieur le Président, vous n'êtes plus**, (*si tant est que vous l'avez été un jour*), **l'homme de la situation**. Et vous en avez tellement conscience qu'il a fallu vous violenter en recourant à une arme usitée, « _____ », pour vous décider enfin à briguer un 7^{ème} mandat. **Un 7^{ème} mandat**, du jamais vu !

Des pays amis ont usé de prose pour essayer de vous en dissuader, vous faites le dos rond et vous avez livré leurs plénipotentiaires à vos mollassons chargés de les dépecer à leurs risques et périls.

Ceux qui en appellent à votre candidature, clamant haut et fort que vous êtes " **une assurance tous risques** ", " **le meilleur candidat** ", " **un don de Dieu** ", allant jusqu'à vous déclarer élu avant même le scrutin, ***ne seront-ils pas les premiers à vous désavouer demain*** ? Le coq n'aura même pas chanté une fois.

L'indifférence que vous affichez face au déroulement des faits sociaux du pays donne à penser que la gestion du Cameroun ne vous intéresse plus, ***et s'il en est ainsi***, il est grand temps d'arrêter d'exposer à la honte, que dire, au ridicule, à la face du monde, le pays et son vaillant peuple.

Et on ne compte plus ces situations qui exposent au ridicule :

- Ici, des Camerounais morts depuis des lustres continuent à émarger au budget de l'Etat et ce sont des milliards de francs qui s'envolent en fumée ;
- Là, ce sont des candidats aux concours officiels, décédés avant même que de compétir, qui sont déclarés reçus... et parfois major de promotions.
- Pendant près d'un an, un bateau-hôpital a séjourné sur les berges du Wouri à DOUALA, affrété par un pays ami pour soigner nos malades parce que nos médecins et nos hôpitaux en seraient incapables. Injure pour nos médecins qui auraient dû se révolter s'ils avaient le sens de l'honneur et l'amour pour la patrie. *« pourtant, dans le domaine de formation de cadres hospitaliers, le Cameroun a aujourd'hui de nombreux spécialistes qui font la fierté des hôpitaux européens et nord-américains. Ceux-ci sont partis du pays en raison des incohérences de l'Etat phagocyté par la corruption et incapable de valoriser les métiers liés à la santé de nos populations »*
- plus récemment un lieutenant-colonel, décédé en 2017, est mis sous mandat de dépôt à l'occasion de l'assassinat en

2018 de deux femmes et de leurs enfants. **Le ridicule a vraiment cessé de tuer.**

A propos de l'assassinat de ces deux femmes et de leurs enfants, votre gouvernement qui vient de mettre en détention provisoire sept militaires soupçonnés d'être les auteurs de ce crime odieux, est celui-là même qui par la voix de son porte-parole avait soutenu mordicus que les faits colportés étaient l'œuvre d'une diaspora mal intentionnée et décidée à déstabiliser le Cameroun. Ce griot des temps modernes n'a pas hésité à désigner un pays frère comme théâtre des opérations et indexer par la même occasion son armée, sans preuve aucune. Véritable diffamation s'apparentant à un « *casus belli* ». La lumière a finalement été faite sur cette affaire et notre homme a été obligé d'avalier sa chéchia, la tête dans le cambouis...

Issue des élections législatives de 1992, l'Assemblée Nationale à votre solde n'a pas fait mieux que de modifier la loi électorale en décidant que **le Président de la République est éligible à la majorité à un tour**. Dans un pays qui se réclame démocratique, est-ce là respecter le jeu de la démocratie, surtout lorsqu'on tient compte de ce que plus de deux cents partis politiques, constitués sur des fondements divers, dont certains sont à

proscrire, concourent à l'expression du suffrage.

Quant à l'élection présidentielle qui a fait de vous en 1992 un Président élu dans un système multipartisan, elle a fait l'objet de profondes critiques, non seulement de la part des acteurs, mais aussi des observateurs nationaux et internationaux, et même de la part du Président de la Cour suprême de l'époque, pourtant à votre solde qui a déclaré ne pas pouvoir la sanctionner, faute de recours, le SDF dont le candidat avait gagné ayant retiré son recours et la loi ne permettant pas à la Cour suprême, juge constitutionnel, de se saisir d'office.

A cette occasion le National Democratic Institute (NDI) dira : *« il y a eu des irrégularités répandues avant les élections, le jour même des élections et dans le décompte des votes. Tout ceci remet sérieusement en question la validité des résultats pour tout observateur impartial... la très grande part de responsabilité de l'échec de cette procédure incombe au gouvernement et au président BIYA »*.

D'autres voix autorisées abondent dans le même sens dont celle de Monsieur François Mitterrand.

La C.E.E a fait connaître sa position à l'issue de sa réunion tenue à Londres le 04 novembre 1992 en exprimant sa préoccupation *au sujet des irrégularités enregistrées au cours des opérations électorales du 11 octobre 1992 dans toutes les localités du Cameroun*.

La **fraude électorale** dirigée de mains de Maitre par Monsieur ANDZE TSOUNGUI,

Ministre de l'Administration territoriale, et les ministres successifs en charge de ce département ministériel, est devenue **un jeu politique favori** du régime pour écarter toute possibilité de prise de pouvoir par l'opposition :

- la monopolisation des médias publics par le RDPC
 - le bourrage des urnes
 - les votes multiples pour un seul détenteur de plusieurs cartes
 - l'absence d'encre indélébile
 - la publication tardive ou absence de publication des listes électorales
 - la violation du secret des urnes
- etc. etc.

Après 58 ans d'indépendance acquise de haute lutte par des patriotes qui ont payé de leur vie, notre pays n'est toujours pas **un Etat de droit**. Avec un pouvoir judiciaire aux ordres, une justice aux épices qui a érigé l'insécurité juridique en norme, les agences de notation déconseillent en termes à peine voilés aux investisseurs la destination Cameroun.

Tous les maux répertoriés dans notre pays, il y a cinquante ans, sont toujours d'actualité et ont plutôt gagné en ampleur, à cause de votre système de management qui a entraîné d'incessantes interventions de nos partenaires multilatéraux qui préconisent le plus souvent des mesures drastiques pour essayer d'inculquer à votre gouvernement un minimum de discipline budgétaire, avec pour

corollaires une pauvreté endémique et une forme de corruption rampante.

Et vous vous complaisez dans cette situation où rien ne marche pendant que vos relais cherchent à abrutir le peuple avec des « *slogans creux* » dont on l'abreuve à longueur de campagnes...

Vous n'hésitez devant rien : rappelez-vous que pendant que le peuple était invité à se serrer la ceinture, vous étiez obnubilé par le désir de vous offrir coûte que vaille un avion, contre l'avis des bailleurs de fonds qui essayaient de nous aider à stabiliser nos finances. Vos collaborateurs ont imaginé toutes sortes de techniques de dissimulation pour faire sortir de l'argent qui a pris une destination inconnue des Camerounais, sans que le ciel du Cameroun n'aperçoive cet oiseau rare. Dans votre colère feinte, vous nous avez servi un cirque à grand renfort de publicité, en lieu et place d'un procès équitable, et digne de ce nom. Vous le savez vous-même, tant que le donneur d'ordre est en liberté et que le principal caissier ne s'est jamais présenté à la barre... c'est pure distraction !

Qu'avons-nous donc fait au bon Dieu pour mériter ce triste sort ! Paradoxe des paradoxes, plus les anciens pays et Etats européens, anciennes puissances coloniales, se sont développés, enrichis, modernisés et équipés, plus grande est alors la misère des pays africains.

Le bilan de vos 35 années de pouvoir au sommet le plus élevé de l'Etat, Monsieur le Président BIYA, est une véritable calamité, un

désastre. Et ce n'est pas peu dire. N'ayons pas peur des mots.

Que d'espoirs déçus ! Que de sacrifices inutilement consentis par un peuple qui a tout donné pour sa liberté, le respect de sa dignité, le développement de son pays et son rêve de vivre ensemble .

Nos hôpitaux sont devenus des mouvoirs, dépourvus de structures d'accueil les plus élémentaires et vont jusqu'à faire regretter l'époque coloniale. Qui oserait en effet prendre en otage des mères et leurs nouveau-nés sous prétexte qu'il leur manque les moyens de régler la facture ? Cela ne se passe pas dans un dispensaire de quartier mais dans nos hôpitaux dits de référence, à Yaoundé et à Douala. **On dit que le ridicule ne tue pas... la honte non plus.**

Nos villes sont devenues d'immenses poubelles à ciel ouvert, où rats et autres vermines s'en donnent à cœur joie, au grand dam de la santé des populations, et sous le regard médusé des touristes en quête d'exotisme. Regrettera qui voudra le temps où le Service d'Hygiène passait de ville en ville, de rue en rue et de maison en maison pour faire la chasse aux moustiques. Jusqu'à l'éclairage public qui fait dangereusement défaut (si ce n'est l'affaire des braqueurs) face en effet à une insécurité grandissante. Quant aux nids-de-poule, il n'est guère une voie de circulation qui ne soit épargnée.

Combien seront-ils dans moins de trois semaines à être privés de rentrée. Ils se verront refuser l'accès à l'école, qui primaire, qui secondaire, voire même universitaire, par des chefs d'établissement peu scrupuleux qui

en monnayant l'entrée. Sans parler des fins d'années où les diplômés aussi se monnaient. Les enseignants incriminés vous rétorquent qu'ils n'ont pas d'autre choix puisqu'ils ne sont pas payés. Comme dirait l'autre « *la chèvre broute là où elle est attachée* ». Comment s'étonner alors que l'enseignement dispensé à nos jeunes soit de si médiocre facture, Vous qui rêviez, Monsieur le Président, de faire de la jeunesse camerounaise « **le fer de lance de la Nation** »!

Aujourd'hui, qu'en dites-vous ! Même diplômés, garçons ou filles sont pour le plus grand nombre réduits au chômage, ou vivant de petits boulots, et, disons-le, souvent de prostitution.

Monsieur le Président, vous avez réalisé l'exploit de faire du fonctionnaire « **un homme d'affaires** », plus enclin à compter ses milliards et ses immeubles qu'à servir ses concitoyens, immeubles, soit dit en passant, dont le coefficient d'occupation est par ailleurs sans rapport avec les millions engloutis.

Monsieur le Président,

A l'heure du bilan, et parce que cette heure viendra fatalement, il vous faudra confesser que vous avez semé, **misère, désolation, haine, division et mort !** *Certes ne dure pas au pouvoir qui veut, mais qui peut*, mais on sait également que **qui sème le vent, récolte la tempête** !

Dans l'analyse de votre personnalité, on est partagé entre une malédiction qui vous poursuit et une forme de paresse qui fait de

vous un être froid qui détruit tout ce qu'il touche.

Vous étiez pourtant outillé pour faire entrer le Cameroun dans la modernité avec tout son potentiel tant sur le plan humain que sur les plans géologique, hydrologique, naturel.

Qu'en avez-vous fait en 35 ans ?

Vous avez hérité d'un pays en paix, dans quel état allez-vous le laisser ?

C'est autant de questions qui auraient pu vous empêcher de dormir, au lieu de quoi, on vous voit monter en toute sérénité dans des avions pour des destinations secrètes ou plutôt cachées au peuple qui vous a élu et à qui vous devez rendre compte...et pendant ce temps, le sang des Camerounais coule aux quatre coins du pays.

En 2008, vous avez modifié la Constitution, notre loi fondamentale, pour devenir pratiquement Président à vie, faisant sauter le verrou qui, dans la Constitution de 1996, limitait à deux le mandat présidentiel. Et ce n'était pas pour rien que vous aviez refusé la création d'une **Commission des biens mal acquis pour lutter contre la corruption**, préférant à la place la Commission Nationale Anticorruption (CONAC) où trônent des fidèles soumis et acquis à votre cause. Ce qui explique pourquoi l'article 66 de la Constitution, depuis sa révision de 1996, est resté lettre morte bien que désignant les personnalités de l'Etat qui, à l'entrée et à la fin de leur mandat, devraient faire une déclaration de leurs biens et avoirs. Vous en êtes une. Vous vous êtes refusé à cet exercice,

laissant libre court à l'imagination des commentateurs de toutes factures (associations, syndicats, journalistes). Ainsi, certains ont-ils déclaré qu'à peine êtes-vous parvenu à la tête de l'Etat, succédant à votre illustre prédécesseur que vous avez fait deux acquisitions de taille en France, une à Paris à l'Avenue Foch, pratiquement réservée aux riches de ce monde, l'autre sur la Côte d'Azur, à Cagnes-sur-mer.

Selon le rapport publié en 2013 du **Comité Catholique de lutte Contre la Faim et pour le développement** (CCCD),

* « **L'Événement de Jeudi en mai 1997 estime que votre fortune et celle de votre famille approchent** les 70 millions d'euros, soit près de 46 milliards de francs CFA dont des châteaux en France et en Allemagne.

* « Le journal **L'Expression** évoque en 1997 parmi les résidences en France, celle du lieu-dit « **de la terre des bois** » à Cambais dans les YVELINES, d'une valeur à l'époque de 6 millions d'euros, soit plus de 3,9 milliards de francs CFA.

* « Pour **les journalistes de GERMINAL** en 2008, vous seriez actionnaire de plusieurs sociétés, sans parler de votre imposante résidence près de l'Ambassade des USA à Yaoundé. Point n'est besoin de parler de **votre sens de la**

générosité à l'égard de ceux pour qui vous nourrissez de l'affection, spécialement vos conseillers français en communication, l'ordre de la ROSE CROIX, dont Monsieur **Raymond BERNARD**, son Ancien Secrétaire Général, Fondateur du TEMPLE SOLAIRE aurait reçu de vous en 1990 la modique somme de 5,6 millions de francs français soit près de 3,6 milliards de francs CFA et celle de 11,2 millions de francs français soit de 7,3 milliards de francs CFA de 1992 à 1998, le tout via la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH). Et grâce à des sommes prêtées sans intérêts, d'un montant de 40 millions de francs français, soit près de 2,6 milliards de francs CFA, vous avez permis à Jean BERNARD, Président de l'Ordre rénové et à sa secte initiatique, l'Ordre souverain du Temple Initiatique (OSTI), de devenir propriétaire d'un immeuble lui servant de temple au 22, rue BEAUNIER à Paris dans le XIV^{ème} arrondissement ».

*Et selon « **Africa Confidential** d'octobre 2005, reprenant le travail d'une ONG londonien, "**vos largesses**" auraient aussi servi à amadouer l'opposition : le leader de cette opposition le

Chairman NI JOHN FRU NDI, bien qu'il s'en défende, aurait ainsi accumulé une fortune de plus de 125 millions de dollars dont 70 % de l'argent proviendrait de ses deals avec vous.

* « Le journal The **African Independant** estime que votre fils Franck Biya qui s'occupe de la gestion du patrimoine familial gagnerait 9 milliards de francs par mois dans la gestion de la mafia du bois et que, naturalisé monégasque, il serait propriétaire à Roquebrune Cap Martin, lieu de villégiature du Maréchal défunt Mobutu, de la magnifique « **Villa Isis** », Avenue Douine. Officiellement la villa est au nom de « **Immobilière du Sud Azur** », une société au capital de 1000 euros, sise Promenade des Anglais à Nice, et dont le gérant n'est autre qu'un certain Emmanuel Biya, le second prénom de Franck »

*« Outre *l'exploitation forestière*, les sources potentielles de l'enrichissement familial sont multiples. *La loi de finances autorisait le Président jusqu'en 1994 en cas de besoin à prélever et à affecter par décret à un compte spécial hors budget tout ou partie des résultats bénéficiaires des Entreprises d'Etat...*C'est l'évaporation d'une

somme de **2,3 milliards francs français**, soit 350 millions d'euros pour une période allant de 1988 à 1993 », équivalent à **229,6 milliards de francs CFA**

* « Dans le domaine pétrolier, une firme américaine évalue les pertes autour de 350 millions d'euros entre 1988 et 1993... », soit autant de milliards de francs CFA que sus-évoqués.

« Dans le **domaine bancaire**, Monsieur Paul Biya et sa Première épouse Jeanne Irène Biya se sont vu reprocher très directement d'avoir mis en faillite la Société Camerounaise de Banque (la SCB), premier établissement bancaire du pays dans les années 1980. C'est l'ancien Directeur général Robert Messi Messi aujourd'hui exilé au Canada qui accuse le couple présidentiel d'avoir soutiré plus de 5 millions d'euros à la Banque pour acquérir des villas, financer la **construction du Palais présidentiel, la piste d'atterrissage et un golf** dessiné par l'architecte Cacoub à M'Voméka.

* « Après 1994 et la révision de la loi de finances autorisant la cagnotte présidentielle, les distractions de deniers publics

comme on dit au Cameroun n'ont pas cessé pour autant entre 1988 et 2004 ; elles dépasseraient les 2,8 milliards d'euros selon le « **Contrôle Supérieur de l'Etat camerounais** », **1.836,6 milliards**, équivalent en Francs CFA.

La vérité est parfois trop dure à admettre. Aussi, convenons-nous d'arrêtons-là le constat. **Nous pourrions en mourir.**

Monsieur le Président, vous avez abusé de notre confiance. Vous n'êtes plus « l'homme de la situation ». Aujourd'hui, vous êtes dépassé par votre propre système, un système que vous avez vous-même savamment concocté, incapable de prendre la moindre décision, même pas celle de relever de leurs fonctions les brebis galeuses, ni même ceux dont l'incompétence n'est plus à démontrer, encore moins ceux qui empêchent l'Etat de marcher et autres qui portent atteinte aux finances publiques.

Le comble de votre mal gouvernance, c'est de vous être obstinément refusé d'aller à la rencontre de vos compatriotes de la zone anglophone pour dialoguer avec eux en bon père de famille, préférant envoyer des forces armées pour les soumettre. Résultat : ce sont des morts dans les deux camps que l'on ne compte plus, de nature à vous traduire devant la Cour Pénale Internationale pour crime contre l'humanité. On n'envoie pas l'armée impunément contre son propre peuple. Le dialogue est le guide de toute bonne gouvernance. A tous ceux qui vous l'ont conseillé vous avez opposé un refus

catégorique, vous appuyant sur une doctrine révolue, fondée sur la force: « ***l'ordre règnera par tous les moyens, le Cameroun est un et indivisible*** ». Même les vœux de votre Maître François Mitterrand « ***puisse une réconciliation entre tous les camerounais apporter à votre pays paix, bonheur et prospérité*** » n'ont pu réussir. Le dialogue est vraiment banni de votre vocabulaire.

Quel genre de Président êtes-vous donc ! Sourd à la voix du peuple ! Il n'est pas plus sourd que celui qui ne veut pas entendre.

Quel genre de chef pensez-vous être ? Pourquoi tant de mépris ? Avez-vous peur de votre peuple ?

Comment percevez-vous la notion de responsabilité ?

Les renseignements qui vous parviennent indiquent bien que l'ennemi appelé Boko Haram commence à pénétrer à l'intérieur de nos frontières en menant des incursions sporadiques avec une forte tendance à en faire une base arrière et à y développer une sorte de marché financier avec des kidnappings de personnes – de type européen de préférence -... Avec votre flegme habituel, vous haussez les épaules et le pire arrive. Il faudra attendre l'observation de quelques pays amis pour vous faire prendre la juste mesure des choses, et c'est de l'un de ces pays que vous avez déclaré la guerre à ce groupe terroriste, bien loin de votre pays et de la représentation nationale qui aurait dû vous demander des comptes à ce moment-là, et peut-être même de vous démettre ! Et quand vous avez déclaré du perron de l'Elysée en France la guerre à Boko Haram, vous êtes

allé vous réfugier à Genève, en Suisse, sans doute votre seconde patrie.

Des compatriotes amorcent des mouvements d'humeur sous forme de revendications corporatistes et les faucons de votre camp ne trouvent rien d'autre que de vous conseiller d'user de la manière forte. Et c'est cette voie que vous choisirez en faisant humilier des corps d'élite (avocats et enseignants) jusqu'au moment où de façon brouillonne vous engagez une sorte de dialogue qui n'avait plus sa place, et que vous allez même rompre en faisant embastiller (une fois de plus... décidément !) vos interlocuteurs.

Vos agences de renseignements vous ont pourtant fait savoir que les partisans de la séparation jusque-là réduits à la portion congrue vont monter d'un cran dans leur méthode de revendication avec le danger que des bandes de malfrats puissent profiter de cette situation. Vous avez adopté la même technique de pourrissement et le pire est arrivé !

A cette date, vous ne vous êtes toujours pas sérieusement prononcé sur la question, vous n'avez toujours pas tenu un discours d'apaisement en bon père de famille, laissant le champ libre aux extrémistes de tous bords : ils s'expriment à temps et à contretemps comme des voix autorisées, jetant de l'huile sur le feu et favorisant par là même l'escalade dans cette crise qui n'aurait pas dû arriver à ce niveau si vous aviez pris vos responsabilités et toutes vos responsabilités, celles qui font de vous le garant de l'intégrité territoriale.

Vous semblez miser sur l'éternité, oubliant que vous n'êtes ni l'alpha ni l'oméga de ce

pays : il vous faudra partir d'une manière ou d'une autre. C'est à cela qu'il vous faut songer au lieu d'écouter ceux qui vous poussent à faire des choix insensés pour leurs intérêts basement égoïstes, matérialistes, sordides et suicidaires.

Il faut quitter les choses avant qu'elles ne vous quittent, car tous ces rendez-vous manqués vous seront forcément imputables, le sang des Camerounais qui coule vous sera réclamé, ne vous y trompez pas !

Il viendra un pouvoir autre que le vôtre qui réclamera des comptes et qui ira jusqu'à retenir « la **Haute Trahison** » à votre encontre. Ne vous leurrez pas ! Même si vous réussissez à réaliser le scénario que vous prêtent vos propres collaborateurs, à savoir par une modification de la Constitution, arriver à placer un proche chargé de protéger vos arrières, vous serez rattrapé par vos actes : malédiction ou destin ?

Tout porte à croire que vous n'êtes intéressé que par les avantages de la charge que vous occupez et non par les devoirs qui y sont attachés. Vous êtes le chef suprême des Forces armées ; nos soldats tombent tous les jours au front en défendant la patrie, et jamais vous n'avez été sur un des théâtres d'opération pour leur porter le message d'encouragement du peuple camerounais... jamais vous n'êtes allé vous incliner sur les dépouilles de ceux tombés au champ d'honneur... jamais vous n'êtes allé reconforter ceux qui se trouvent en soins dans nos hôpitaux... jamais vous n'êtes allé consoler les veuves et les orphelins... Vous êtes seul à comprendre ce que vous faites et

dans quel registre vous rangez ce genre de comportement ! Quel genre de chef êtes-vous donc ? Avez-vous peur de votre peuple ou est-ce un complexe de supériorité que vous avez développé à l'insu de votre plein gré, comme dirait l'autre.

L'histoire retiendra cependant une chose de vous : vous aurez réussi à nous donner, jusqu'à votre dernier souffle, la liste complète de ceux qui, comme vous, n'aiment pas ce pays !

Je reste convaincu que vous voyez la fin s'approcher de manière inexorable, et vous voulez absolument finir au sommet de l'Etat en organisant rapidement l'élection présidentielle... Mais l'homme propose et Dieu dispose : je n'apprends rien à un ancien séminariste !

Mais pour une fois, prenez la peine de m'écouter pour que vous sortiez par la grande porte. Cette élection n'apportera rien à la nation et ne vous garantit rien, absolument rien. Rassemblez le peu de force qu'il vous reste, ajoutez-y un peu de courage et surprenez votre peuple en annonçant que vous renoncez à vous représenter. Les raisons pour une telle décision sont nombreuses et la plus importante me semble être la recherche de la paix des cœurs, en déclinant les conditions de la création d'une plateforme chargée de faire des propositions pour le retour de la concorde entre les Camerounais.

Sur un plan politique il s'agira d'envisager une période de transition au cours de laquelle la réforme de nos institutions sera examinée en même temps qu'une table-ronde sera chargée d'instruire le déroulement d'une commission

Vérité/Réconciliation, comme cela a pu se faire ailleurs.

J'en appelle au Peuple Camerounais pour exhorter les forces vives de notre pays à emprunter cette voie qui seule nous aidera à retrouver nos repères et nous conduire dans la voie de la paix, et partant du bonheur et de la prospérité !

Mes chers Compatriotes, je connais le degré de votre endurance, je sais que vous n'arrêtez pas de vous plaindre en silence, le pouvoir en place ne vous autorisant pas à vous exprimer, sans représailles. Mais le silence nous rend tous coupables. Ceux qui ont reçu du destin un brin de pouvoir de l'Etat n'arrêtent pas d'en abuser et de piller le trésor public, passivement nous les regardons ; Vous mourrez de faim, eux, ils mangent à satiété. Vous êtes malade, mais vous ne pouvez pas vous faire soigner, eux, ils se font évacuer à l'étranger. C'est dans l'air du temps. « **Qui ne dit rien consent** » nous enseigne la sagesse « bantou ».

C'est sous notre regard que le RDPC faisant appel à sa base militante a déjà rassemblé plus de 400 millions de francs CFA au titre de contributions entre autres du Littoral, du département du Nyong & Soo, de Bertoua, de NGOUMOU dans le département de la Mefou Akono, d'AKONOLINGA dans le Nyong & Mfoumou et dans la Province du Nord-Ouest pour ne citer que ceux-là, un trésor de guerre pour financer la campagne électorale de son candidat naturel dont le silence semble être son arme de la campagne. A vous d'apprécier.

La Constitution du pays, notre loi fondamentale reconnaît à chacun de vous, en citoyen libre, le droit de sanctionner par votre bulletin de vote ceux qui, ayant eu l'honneur de présider aux destinées du pays, à quelque niveau que ce soit, en ont abusé. A l'occasion de chaque consultation électorale, quelle que soit l'élection, vous devez, prenant votre destin en main, user de ce droit en toute liberté, sans compromission, ni passion. Ne vous laissez surtout pas séduire par les sirènes de la peur, ni par les puissances d'argent, encore que cet argent est le plus souvent détourné des caisses de l'Etat, votre argent donc. Le spectacle que donnent les acteurs politiques de l'heure ne milite pas en faveur de **l'union des forces du changement**. Ces compatriotes qui se saignent pour faciliter la victoire du Président sortant alors qu'ils connaissent bien le bilan de ses 36 ans de pouvoir et s'en plaignent autant que vous et moi, sont de véritables mercenaires au service d'une cause diabolique. Le moment viendra où ils auront à en répondre. Mais pour l'heure, si chacun de vous met dans l'urne un bulletin de vote autre que celui du candidat du RDPC, nul doute que celui-ci sera battu et nous parviendrons pacifiquement à un changement à la tête du pays, démontrant ainsi aux yeux du monde que le peuple camerounais sait aussi dire **« non » quand il le faut et prendre ses responsabilités** pour sanctionner.

En citoyen responsable et conscient des enjeux, ce sera un **« vote-sanction »** dans un scrutin uninominal, majoritaire à un tour et le Président sortant aura ainsi été pris à son propre jeu. Le nouveau Président élu ne sera certainement pas qualitativement l'homme

voulu, mais l'alternance souhaitée aura été réalisée. Nous connaissons un paysage politique nouveau que le temps aidant, il ne restera plus qu'à parfaire. Et l'histoire retiendra que vous aurez souscrit la meilleure assurance, une assurance tous risques pour des lendemains meilleurs. Par les temps qui courent, **l'alternance est une nécessité, une exigence démocratique** pour le Camerounais qui, en 60 ans n'aura connu qu'un régime de type monarchique ne s'écartant que par intermittence de la dictature. Ne ratez donc pas ce train de l'alternance pour ne pas avoir à dire : **« on ne savait pas »**.

Pour tout il y a un temps fixé, oui un temps pour toute chose sous les cieux...

Le peuple vaincra. Il reprendra ses droits.

Vive le Cameroun.

(*) Président national du M.S.N.D